

SURCLASSEMENT
 Le meilleur pour le meilleur à 3 Coordonnées

800 \$

Bénéficiez des avantages de la classe Business!

FAST TRACK Passage prioritaire aux contrôles de sécurité à l'embarquement	Accès au salon VIP à l'aéroport de Montréal
Confort unique des sièges de la classe Business	Menu cuisiné par de grands chefs
Service traditionnel de thé et fromage à la coupe	Large choix de films et divertissements

Conditions:
 * Offre valable uniquement pour le vol Montréal-Casablanca
 Demandez la possibilité d'acheter un surclassement au comptant d'embarquement de votre vol, au minimum 2 heures jusqu'à 3 heures avant l'heure de départ.
 Le surclassement n'est possible que sur une sélection de vols, selon les disponibilités.
 Le passager bénéficie de ses miles selon les conditions prévues par son billet initial en classe économique.
 Le surclassement est soumis à conditions.

0000 MONTRÉAL 2018 CONTACTÉES RÉGULIÈRES EN ARRIVÉE AU DÉPART DE VOTRE ARRIVÉE DE DÉPART

MAGHREB CANADA EXPRESS

17^{ème} année, Vol. XVII, N° 9 www.maghreb-canada.ca Tél. : 514-576-9067 contact@elfouladi.com



ÉDITION DE SEPTEMBRE 2018

Mort de la pilote marocaine Hind Barch



QUÉBEC : UNE ÉTOILE DE L'INTÉGRATION VIENT DE S'ÉTEINDRE

(Page 5)

Photo : facebook

À LIRE ÉGALEMENT dans ce numéro

D'UN CONTINENT À L'AUTRE

Elections fédérales : L'enjeu des climats (Page 3)

UN MOIS AU QUÉBEC

Les chasseurs invités à récolter prioritairement les cerfs de Virginie adultes (Page 4)

MAROCAINS DU MONDE

Un nouveau Consul Général du Royaume du Maroc en poste à Montréal (Page 5)

UN MOIS AU MAGHREB

Économie : Le Maroc, nouvelle puissance en Afrique (Page 11)

NOTRE PETIT VILLAGE...

France : Les violences conjugales (Page 13)

Votre Publicité à Mini-prix

À partir de :

39 \$ (N & B) et ...
 49 \$ (Couleur)
 Pour 1/8 de page

Pour plus d'infos:

Tél. : 514-576-9067
 Courriel : contact@elfouladi.com

(* Pages internes avec 12 parutions minimum)

9,99 \$

Abderrahman El Fouladi

De Boujniba à Montréal
 Parcours du combattant d'un va-nu-pieds

Info : 514-576-9067 contact@elfouladi.com

Édition 2018, Service et Contrôle

LE SPÉCIALISTE DES VOYAGES DE LA OMRA ET DU HAJJ

Alger - Tunis - Casa Liban - Afrique - Europe - Forfait Sud

مايسترو VOYAGES MAESTRO سفريات

9150, L'Acadie, Suite 203, Montréal (Qc) H4N 2T2 **Infos sans frais : 1.888.485.0444**

Tél. 514 381-1999

Titulaire d'un Permis du Québec

Toufic Sleiman
 Propriétaire

نرحب بجميع الجاليات العربية والمغربية و نؤمن لهم أفضل الخدمات بأحسن الأسعار



Canada : Appui à l'immigration francophone

Les étudiants du Sénégal et du Maroc auront accès à un processus de demande de permis d'études plus efficace



Photo : DR

Le Canada rend le Volet direct pour les études (VDE) accessible aux futurs étudiants qui viendront du Sénégal et du Maroc à compter du 9 septembre 2019.

En assurant un traitement rapide et fiable des demandes de permis d'études, le Canada sera mieux outillé pour attirer les meilleurs et les plus brillants étudiants du monde entier.

Ce processus plus efficace pour le VDE a été lancé en 2018 pour les étudiants de Chine, d'Inde, des Philippines et du Vietnam, avec un délai de traitement moyen inférieur à 3 semaines.

Comme l'indique un rapport de l'OCDE publié récemment, le Canada est une destination de choix pour les étudiants à la recherche d'une éducation internationale de haute qualité et d'un emploi dans leur domaine d'études une fois diplômés. Avec des diplômes d'études canadiens et une expérience de travail qualifié au Canada, les anciens étudiants étrangers sont bien placés pour présenter une demande de résidence permanente au moyen d'Entrée express.

De plus, depuis 2017, les candidats d'Entrée express possédant de solides compétences en français ont pu obtenir

des points de classement additionnels. Cela leur a permis de réussir leur transition vers la résidence permanente et de contribuer à la vitalité et à la croissance des communautés francophones hors Québec.

L'élargissement de ce processus de demande plus rapide et plus efficace aux étudiants éventuels du Sénégal et du Maroc appuie la Stratégie en matière d'immigration francophone du gouvernement et vise à encourager davantage de jeunes francophones à étudier au Canada.

Commentant ce processus, M. Ahmed Hussen, ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté y est allé de la déclaration suivante : « La société accueillante et diversifiée du Canada, ses établissements d'enseignement de haute qualité et les possibilités de travailler ou d'immigrer après les études ont fait du Canada une destination parmi les plus attrayantes pour les étudiants étrangers. En élargissant le Volet direct pour les études à une plus grande variété d'étudiants potentiels,

nous consolidons les énormes avantages culturels, sociaux et économiques que procurent les étudiants étrangers. »

Il est à souligner que :

- L'expansion du VDE appuie l'objectif du gouvernement d'attirer des étudiants venant d'un éventail de pays plus diversifié. Cela avait été défini comme une priorité dans la Stratégie internationale en matière d'éducation pour 2019-2024, lancée plus tôt ce mois-ci.
- En juillet 2019, le VDE est également devenu accessible aux étudiants potentiels du Pakistan.
- En 2018, près de 54 000 anciens élèves sont devenus résidents permanents, un record absolu..

Source : D'après un communiqué de Presse du ministère "Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada".

**AIDE AUX
IMMIGRANTS
ACCUEIL
INTÉGRATION
EMPLOI**

6865 Av. Christophe-Colomb
Montréal, Qc. H2S 2H3
T 514 271.3533
F 514 271.1910
info@lamaisonnee.org

www.lamaisonnee.org
f /www.lamaisonnee.org



**DES SERVICES GRATUITS
POUR IMMIGRANTS DEPUIS 35 ANS.**

SERVICE ACCUEIL ET INTÉGRATION

- Information et orientation dans le processus d'immigration, d'installation et sur les démarches à entreprendre auprès des instances de l'immigration
- Écoute et soutien
- Information sur la recherche de logement
- Cours de français pour nouveaux arrivants
- Cours d'anglais pour résidents permanents en recherche d'emploi
- Lutte à la discrimination et défense des droits
- Aide alimentaire, groupes d'achats et informations sur la saine alimentation
- Bienvenue la famille dans le quartier Rosemont La Petite-Patrie
- Soutien aux jeunes
- Déclarations de revenus
- Assermentations
- Bénévolat, activités socioculturelles
- Autres services en lien à l'immigration et l'intégration

SERVICE EMPLOYABILITÉ

- Services d'aide à l'emploi (SAE): Spécialisés, à la carte et selon les besoins ciblés
- Rencontres individuelles : Évaluation des besoins et orientation professionnelle
- Ateliers de recherche d'emploi
- Information sur le marché du travail et traitement des offres d'emploi
- Préparation de CV par compétences, par potentiel et par cible
- Simulation et préparation aux entrevues d'embauche
- Assistance dans les démarches de reconnaissance des acquis professionnels et académiques hors Québec
- Choix de carrière et de formation professionnelle
- Rencontres avec les employeurs, sessions d'information et réseautage professionnel
- Visites d'exploration et d'observation dans les industries et les entreprises
- Placement en emploi et maintien durable en emploi

Suivez-nous pour nos ateliers d'emploi et autres activités d'accueil et d'intégration



**NOUS AVONS 35 ANNÉES D'EXPÉRIENCE
EN MATIÈRE D'IMMIGRATION**

**NOUS ACCUEILLONS PLUS DE 10 000
PERSONNES CHAQUE ANNÉE**



Vivre-ensemble

Élections fédérales: L'enjeu "des" climats



Par Abderrahman El Fouladi

Le coup d'envoi de la campagne électorale fédérale vient d'être donné.

Les candidats et candidates de tous les partis ont 40 jours pour démontrer qu'ils sont à la hauteur des enjeux préoccupant l'électorat.

Or d'emblée, les enjeux du climat et de l'environnement se sont imposés dans cette campagne comme des incontournables ; Et bon nombre parmi l'électorat canadien semble préoccupé par les changements climatiques et par la qualité de l'environnement.

Il s'agit bien-sûr du climat et de l'environnement physiques. Mais qu'en est-il du climat social ? Va-t-il lui aussi s'inviter dans cette campagne ? Ce serait le vœu *pieu* de la majorité des communautés religieuses vivant au Québec ayant vu ce climat se détériorer suite aux effets pervers de la loi 21 sur la laïcité.

Et les cas isolés commencent à faire légion !

En effet, depuis l'adoption de la loi 21 sur la laïcité, les cas "isolés" d'alter-

cations, voire d'agressions contre les minorités religieuses, surtout musulmanes, deviennent de plus en plus nombreux, fréquents et commencent à interpeller même des québécois de souche sur la pertinence de cette loi.

Institutionnalisation de la discrimination

Dans un article intitulé "*Le nouveau nationalisme*" (Le Devoir du 11 septembre 2019) Mme Francine Pelletier affirme ni plus ni moins que '*la loi sur la laïcité institue la discrimination au Québec*'.

Et d'ajouter que : '*En neutralisant les deux chartes (Charte canadienne des droits et libertés et Charte des droits et libertés de la personne du Québec. NDLR), 'la nouvelle législation privilégie l'arbitraire plutôt que les droits fondamentaux. Le fait qu'un tel accroc soit limité à certaines personnes, à un certain moment de la journée, ne change rien à la faille qui vient d'être coulée ici dans le béton*'.

Et de continuer : '*En voulant mousser la fierté québécoise, le projet (de nationalisme. NDLR) qu'on nous propose aujourd'hui a un impact direct sur la vie de personnes - des femmes surtout - qui méritent mieux*'.

Mme Pelletier vient de mettre le doigt sur le bobo en soulignant dans son article les inquiétudes suscitées par la loi 21, chez les communautés religieuses.

Parmi ces inquiétudes, elle cite, avec des exemples, celle de voir les employeurs emboîter le pas au gouvernement et écarter les demandeurs d'emploi (surtout les femmes) issus des minorités religieuses.

Or la discrimination en emploi concernant ces minorités serait déjà exercée car sinon comment expliquer le haut taux de chômage chez ces

communautés alors que les entreprises crient, à qui veut l'entendre, qu'elles ont des milliers de postes qu'elles n'arrivent pas à combler et pressent M. Legault de maintenir les portes de l'immigration ouvertes ; Un M. Legault qui est loin d'être un Don Quichotte se battant contre des moulins à vent, mais un homme d'affaires imperturbable dont le combat (selon certaines victimes de la loi 21) est en train de détruire le rêve de dizaines de familles dont le seul crime est d'aspirer à pratiquer librement leur religion !

L'inquiétude gagne aussi les musulmans non pratiquants ; ceux et celles mêmes qui se disaient laïques et qui ont applaudi cette loi de son élaboration jusqu'à son adoption. La vindicte populaire ne les ayant nullement épargnés :

- Tu parles arabe ? Donc tu es musulman ! Alors retourne d'où tu viens !
- Tu parles français et tu t'appelles Mohamed ? Donc tu n'es pas intégré ! Retourne alors dans ton pays.

C'est dur de s'entendre dire de telles choses alors que le retour au pays d'origine n'est plus une option, et ce, pour plusieurs raisons !

Au fait, va-t-on dire un jour à ceux qui auraient renoncé même à leur nom d'origine : Tu continues quand-même de parler français avec un accent et ton faciès ne trompe personne ! Retourne dans ton pays ! ?

Rien ne garantit le contraire !

Quel Parti politique fédéral sera assez courageux pour secouer ce guépier et faire fi du niet de M. Legault ? Si un tel parti politique existe, pour sûr qu'il récoltera l'extrême majorité des votes ethniques !

© Une production

**LES ÉDITIONS
MAGHREB CANADA**

"D'un Continent à l'autre"

www.maroc-canada.ca

ou

www.maghreb-canada.ca

ISSN 1708-8674

Dépôt légal: 2550843

**DIRECTEUR DE
PUBLICATION**

Abderrahman EL FOULADI
contact@elfouladi.com

INFORMATION / PUBLICITÉ

Tél : 514-576-9067

contact@elfouladi.com

CHRONIQUEURS PERMANENTS

Mustapha Bouhaddar, Écrivain
(France)

Nasser Bensefia
(Canada)

Pr. Moha Ennaji
(Maroc)

ÉDITORIALISTE

A. El Fouladi

IMPRESSION:

Hebdo Litho, Saint-Léonard
(Montréal)

Maghreb Canada Express est un mensuel publié au Canada depuis Juillet 2003.

Il est distribué gratuitement dans les commerces ainsi que dans certains lieux publics à Montréal et région depuis sa création en juillet 2003.



BUNGALOW À VENDRE (Situé à Chambly - J3L 7B3)

- 1 - SOUS-SOL : 2 chambres, grande salle aménagée en garderie, salle d'eau.
- 2 - ETAGE : 2 chambres, séjour et salle à manger, cuisine équipée, salle de bain.
- 3 - Grande cour clôturée avec jeux.

PRIX : 350.000 \$

Tél. 514-402-7603 OU 514-884-2626



Première consultation téléphonique gratuite



Me Nawal Benrouayene
(Avocate-Lawyer)



Tél.: 450-396-4004 ou 514-699-1888

info@benrouayene-avocat.com

http://www.benrouayene-avocat.com

1384, boulevard Jean-Talon Est, #204, Montréal (Métro Fabre)
45 place Charles Lemoyne Bur. 104 Longueuil (Métro Longueuil)
383, Cartier Ouest, Laval H7N 2K5

Ville de Laval

Nouvelle Politique du stationnement

Après avoir mené une vaste consultation citoyenne, la Ville de Laval lance sa nouvelle Politique du stationnement afin d'améliorer la gestion du stationnement sur l'ensemble de son territoire, dans une optique de développement et de mobilité durables.

« Le stationnement est un défi important pour une grande ville comme Laval, qui souhaite à la fois satisfaire les besoins des utilisateurs et renforcer la vision d'une ville animée, en santé, sécuritaire et verte. Nous sommes fiers de cette nouvelle politique axée sur une approche durable et élaborée grâce à un travail rigoureux sur le terrain avec des experts. Elle reflète notre vision Urbaine de nature tout en se penchant sur les réelles préoccupations des citoyens en matière de stationnement. À cet effet, une des actions prioritaires sera l'élimination du stationnement alternatif dans les rues résidentielles et ce, dès 2020 », souligne le maire de Laval, Marc Demers.

Quatre orientations ont été déterminées pour la Politique, en harmonie avec les besoins des citoyens. Celles-ci guideront les actions en matière de stationnement sur le territoire de Laval.

Orientation 1 : Améliorer la gestion du stationnement et faciliter l'entretien des rues

La Ville souhaite mieux gérer le stationnement dans les rues, dans l'intérêt collectif. Par exemple, la Ville veut recourir à divers moyens pour limiter la durée de stationnement et favoriser la rotation des véhicules dans les places disponibles; éliminer graduellement le stationnement en alternance dans les rues résidentielles où la largeur le permet; revoir les modalités de délivrance des vignettes aux résidents.

Orientation 2 : Optimiser les espaces de stationnement pour favoriser la diversité des usages

La Ville prévoit notamment revoir l'usage de la rue afin d'en optimiser l'utilisation. Par exemple, favoriser le

verdissement des aires de stationnement en bordure de rue; convertir des espaces de stationnement inutilisés en trottoirs, en liens cyclables ou en aménagements urbains; piétonner certaines rues et autoriser le stationnement à d'autres endroits.

Orientation 3 : Encourager le déploiement et l'adoption des modes alternatifs de déplacement

Mieux gérer le stationnement signifie également inciter les Lavallois à se déplacer autrement qu'en auto solo. Laval souhaite entre autres améliorer l'offre de transport en commun sur l'ensemble du territoire, mettre en place des incitatifs au covoiturage et faire des choix d'aménagements urbains qui donnent priorité aux piétons et aux cyclistes.

Orientation 4 : Réduire les îlots de chaleur par des aménagements durables

La lutte contre les îlots de chaleur est une priorité pour la Ville, particulièrement dans les secteurs très asphaltés. Pour les réduire, la Ville entend adop-

ter notamment une réglementation permettant d'accroître le verdissement et la canopée des aires de stationnement en surface et de mieux gérer les eaux de pluie.

Déjà des pistes d'intervention

Certaines pistes d'intervention découlant de ces orientations s'appliqueront à l'ensemble du territoire, alors que d'autres cibleront des secteurs particuliers. Parmi les moyens d'intervention, soulignons la réglementation municipale, la révision des opérations d'entretien, l'aménagement de l'espace public, la signalisation, la surveillance policière et l'usage des technologies de l'information.

Pour en savoir plus :

Rapport de consultation :

www.reponslaval.ca/stationnement

Politique du stationnement de Laval :
www.laval.ca/Pages/Fr/A-propos/politique-stationnement.aspx

Source : Ville de Laval.

Maladie débilitante chronique des cervidés (MDC)

Les chasseurs invités à récolter prioritairement les cerfs de Virginie adultes

Dans la foulée des nouvelles modalités de chasse au cerf de Virginie annoncées pour éviter l'établissement de la maladie débilitante chronique des cervidés (MDC), le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs souligne l'importance d'un échantillonnage efficace pour protéger les cheptels de cerfs de Virginie sauvages. Ainsi, il invite les chasseurs de la zone de surveillance re-

haussée (ZSR) à la collaboration en leur demandant de récolter prioritairement les cerfs adultes, mâle ou femelle.

À titre de gestionnaire public de la faune au Québec, le Ministère doit maintenir ses interventions de détection et de contrôle de la MDC afin de réduire le risque d'établissement de la maladie. Bien qu'aucun cas de MDC n'ait été détecté jusqu'à maintenant parmi les animaux abattus, cela ne signifie pas que la maladie est absente.

Le prélèvement d'échantillons
Tel qu'il a été annoncé, le Ministère procédera aux prélèvements d'échantillons à des fins d'analyse aux stations d'enregistrement desservant la zone de surveillance rehaussée (ZSR). L'importance d'un échantillonnage suffisant est essentielle pour déterminer si la maladie est présente. Les experts du Ministère établiront cet échantillonnage à 800 cerfs de Virginie. Cependant, la maladie n'est détectable que chez les cerfs de plus de 12 mois. Les chasseurs sont donc encouragés à pratiquer leur activité en priorisant la chasse des cerfs adultes.

Le Ministère effectuera un suivi rigoureux au fur et à mesure que les résultats des analyses seront disponibles et informera les citoyens de l'évolution de la situation tout au long de la période de chasse, tel qu'il le fait depuis les débuts dans ce dossier. Les résultats seront disponibles en ligne à:

www.Quebec.ca/maladiecervides

Une fois l'objectif de 800 cerfs échantillonnés atteint dans la ZSR lors de la saison de chasse 2019, le Ministère rétablira les modalités de chasse habituelles. Toutefois, advenant la découverte d'un cas positif, le Ministère prendra rapidement les mesures nécessaires pour protéger le cheptel sauvage.

Une possible propagation de la MDC représente un risque important pour l'ensemble des populations de cervidés sur le territoire québécois et des activités de chasse qui y sont rattachées. C'est pourquoi le Ministère réitère l'importance d'obtenir la collaboration des chasseurs.

Faits saillants :

De nouvelles modalités de chasse au cerf de Virginie ont été annoncées pour la saison 2019 afin d'éviter

l'établissement de la MDC dans les 17 municipalités comprises dans la zone de surveillance rehaussée (ZSR).

La MDC est une maladie dégénérative évolutive du système nerveux qui est toujours mortelle pour l'animal atteint. Elle affecte les cervidés, notamment les cerfs de Virginie et les orignaux, principales espèces de grand gibier chassées au Québec.

Le Québec est activement engagé dans la lutte contre cette maladie et a mis en place un réseau de surveillance et d'analyse des animaux dans la nature. Aucun des cervidés sauvages testés jusqu'à maintenant n'était contaminé.

À ce jour, la MDC n'est pas considérée comme une maladie transmissible à l'humain. Cependant, Santé Canada recommande de ne pas consommer ou utiliser les tissus d'un animal infecté.

Source : Cabinet du ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs et ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et de la région du Nord-du-Québec



Diplomatie

Un nouveau Consul Général du Royaume du Maroc en poste à Montréal

Il s'agit de M. Fouad Kadmiri; un diplomate de carrière qui a pris ses fonctions le premier de ce mois de septembre au consulat général du Royaume du Maroc à Montréal, juste après la fin de son mandat à Lille en France en tant que consul général.

Diplômé de l'École Nationale de l'Administration, il intégra le ministère des affaires étrangères et de la coopération (Direction du personnel et de la formation) en 1991.

En 1995, il quitte cette direction pour le poste de consul adjoint au consulat général du Maroc à Villemomble (France). En 2001 il fut muté à la direction de la communication pour atterrir la même année à la direction des ressources humaines où il resta jusqu'en 2004, année où il fut nommé Conseiller à l'ambassade du Maroc au

Royaume-Uni.

Il est à souligner que lors de son précédent séjour en France, M. Kadmiri décrocha un diplôme auprès du Centre des études diplomatiques et stratégiques (Relations internationales approfondies) à Paris en 1999.

En 2008, il rentra du Royaume-Uni au Maroc pour occuper le poste de conseiller au cabinet du Secrétaire d'État aux affaires étrangères puis, ensuite, le poste de chef de service à la Direction des Nations Unies et des organisations internationales (2009-2011).

Le 1^{er} septembre 2011, il fut nommé Ministre-conseiller (Affaires politiques) auprès de l'ambassade du Royaume du Maroc aux États-Unis; poste qu'il occupa jusqu'à sa nomination en tant que Consul général du Maroc à Lille en France (2015).

Par ailleurs, et tout au long de

sa carrière professionnelle, M. Kadmiri fut membre de plusieurs délégations représentant le Maroc dans différents forums et conférences internationales dont notamment :

- Sessions de l'Assemblée générale des Nations-Unies;
- Conférences ministérielles et sommets des non-alignés;
- Plusieurs sessions de l'Office des Nations-Unies contre la drogue et le crime (ONUDDC);
- Conférence des États Parties de la Convention des Nations Unies contre la corruption.

Bienvenue, M. Kadmiri, parmi nous à Montréal.

Abderrahman El Fouladi



M. Fouad Kadmiri (Photo: DR)

Mort tragique de l'élève-pilote marocaine Hind Barch

Québec : Une étoile de l'intégration vient de s'éteindre...



Feue Hind Barch (Photo : facebook)

La MAP rapporta dans une dépêche datée du 11 septembre 2019 que les obsèques de la jeune pilote marocaine Hind Barch, décédée dans le crash de son avion CESSNA (dans la région de Sherbrooke; Québec. NDLR), se sont

déroulées mardi 10 septembre 2019 à Montréal dans un climat de forte émotion.

Toujours selon cette dépêche, la dépouille de la défunte fut inhumée au cimetière musulman de Laval (Québec) Après les prières d'Addohr et du mort, et ce, en présence des membres de sa famille, du Consul général du Maroc à Montréal (M. Fouad Kadmiri), du représentant de l'ambassadeur du Maroc au Canada, des membres de la communauté marocaine et musulmane et des personnalités de divers horizons, ainsi que des proches et amis de la défunte.

Une icône de la communauté marocaine au Canada

Dans une déclaration à notre confrère *Hespress*, le père de la défunte, M. Khalid Barch (qui peinait à contenir ses larmes à la sortie du Centre islamique du Québec (ICQ) où se tinrent les prières), remercia les membres d'Air Transat, d'Air Canada et de la Royal Air Maroc d'avoir honoré par leur forte mobilisation la mémoire de sa fille qui s'est éteinte à l'âge de 22 ans en exerçant le

métier qu'elle aimait le plus au monde : Piloter un avion !

De son côté, Le Consul général du Maroc (M. Fouad Kadmiri) qui renouvela ses condoléances à la famille de la défunte, tint à saluer la mobilisation des membres de la communauté marocaine du Grand Montréal lors de cette tragédie qui, selon lui, interpelle les cœurs de tous les MRE.

« *La moindre des choses, ajouta-t-il, c'est de se tenir debout aux côtés de la famille lors de cet événement douloureux. Et c'est ce qui fut fait* » conclut-il.

Rappelons que feue Hind Barch, qui était au terme de sa formation de pilote commercial, effectuait un vol de nuit aux instruments et en solo qui devait s'effectuer entre Mirabelle et Sherbrooke. Son avion s'écrasa sur le chemin de retour vers l'aéroport de Mirabelle..

La météo ne fut pas clémente cette nuit-là. Et il se pourrait même qu'elle joua le rôle principal dans cette tragédie ayant emportée dans son sillage l'une des icônes qui incarnent le mieux l'intégration de ces immigrants venus de pays mu-

sulmans au Québec et ... qui apportent un bémol à ces peurs insensées de l'Autre ; surtout si le nom de cet Autre à une consonance arabe.

Soulignons aussi, pour conclure, qu'à l'instar de sa mère qui fut agente de bord à la Royal Air Maroc, Hind était agente de bord chez Air Transat. Mais comme dit l'adage, '*Piètre disciple qui ne dépasse pas son maître*', Hind aspirait à devenir pilote commercial.

Elle fut à deux doigts de réussir.: Pour elle, pour sa pauvre mère maintenant explorée, pour toute notre communauté! Mais le destin en a décidé autrement ce mercredi 4 septembre... pas loin de Sherbrooke.!

Repose en Paix Hind.

Abderrahman El Fouladi.

Au moment où nous nous apprêtions à mettre sous presse, nous apprîmes que la famille de la défunte aurait reçu un message de condoléances et de compassion de la part de SM Mohammed VI, Roi du Maroc..

Marocains du Monde...



Union Européenne

Rajae Maouane, le nouveau visage de l'écologie belge



A peine la trentaine, Rajae Maouane s'apprête à incarner le nouveau visage féminin de la conscience politique verte en Belgique. Sauf coup de théâtre improbable, cette jeune élue bruxelloise d'origine marocaine serait la prochaine coprésidente d'Ecolo, la formation écologique qui a fait une percée en territoire francophone belge lors des élections de mai dernier.

En l'absence d'autres candidats, le duo qu'elle forme avec Jean-Marc Nollet est assuré de son élection à la coprésidence du parti vert.

La confirmation de leur candidature est attendue le 15 septembre. Et à en croire la presse belge, le verdict de l'assemblée générale d'Ecolo ne devrait pas réserver de surprise quant à l'identité des successeurs de Zakia Khattabi et Patrick Dupriez.

En attendant sa proclamation officielle, Rajae Maouane est déjà la coqueluche des médias. Des commentaires élogieux louant les compétences de la jeune militante écologiste issue de la diversité laissent entendre que la Belgo-marocaine est bien partie pour succéder dignement à celle qui a contribué à l'as-

cession fulgurante des Verts, Zakia Khattabi, également d'origine marocaine.

A l'instar de la coprésidente sortante d'Ecolo, cette éprise de justice sociale force l'admiration autant par son engagement et son jeune âge que par sa personnalité, sa force communicative et son expérience d'élue. Elle est devenue conseillère communale en octobre 2018 à Molenbeek, puis députée bruxelloise le 26 mai dernier.

Ce sont autant de compétences qui lui ont permis de s'imposer au sein du parti qu'elle intègre en tant que stagiaire chargée de la communication avant de faire ses preuves notamment sur les questions liées à la jeunesse. Ce parcours lui a fait gagner la confiance des siens pour finir par se faire remarquer peu à peu sur la scène politique belge.

A un moment où peu de femmes en Belgique, comme ailleurs, ont pu s'affirmer en politique et encore moins y atteindre les plus hauts postes de responsabilité, Rajae Maouane a aussi la chance d'évoluer dans un parti où la présence féminine n'est plus perçue comme un complexe, mais plutôt comme un atout, et non des moindres. Il est aujourd'hui incontestable qu'Ecolo a gagné en visibilité avec la très charismatique Zakia Khattabi aux commandes.

La Belgo-marocaine à l'accent bien tétouanais peut s'enorgueillir de pouvoir passer le relais sur un bilan des plus honorables à une compatriote, de surcroît d'origine tangéroise. La formation écologiste gardera à jamais l'empreinte de celle qui a mené d'une main de maître une campagne électorale irréprochable, donnant lieu à une vague verte sans précédent en Wallonie et à Bruxelles. Cet exploit a valu aujourd'hui au parti d'être un interlocuteur incontournable dans les négociations en cours pour la formation des gouvernements régionaux et fédéral.

Il faut dire qu'Ecolo a cette particularité de confier à deux personnes -un homme et une femme- la co-présidence "pour éviter d'abord la concentration de pouvoirs mais aussi pour assurer une parité dans la gestion de ce pouvoir".

Miser sur Rajae Maouane ne pourrait, donc que conforter le parti dans ce choix stratégique, motivé par une quête de se différencier sur le paysage politique en tirant un meilleur profit du potentiel féminin et de la jeunesse en particulier, pour mieux représenter la diversité de la Belgique d'aujourd'hui.

Rajae, elle, évoque "un choix audacieux" pour Ecolo. Il s'agit de "faire confiance aux jeunes" et de "sortir des sentiers battus", confie-t-elle à la MAP.

En briguant la coprésidence du parti, elle fait valoir sa capacité de faire entendre la voix de la jeunesse, capitalisant en cela sur son expérience en la matière.

Diplômée en communication de l'institut supérieur de formation sociale et de communication (ISFC), la jeune élue a débuté sa carrière politique auprès de l'ex-échevine (adjointe au maire) de Molenbeek Sarah Turine, travaillant dans le domaine de la jeunesse.

Dans le cadre de son action au sein du parti, elle a mis sur pied différents projets, comme le conseil communal des jeunes ou le dialogue interculturel.

Cette passionnée du football est également très active dans les associations des quartiers et mène diverses actions de bénévolat.

S'inscrivant dans la continuité du travail des coprésidents sortants, le projet qu'elle porte avec son partenaire Jean-Marc Nollet se veut "rassembleur", dit-elle, en référence à la "complémentarité" du duo représentant des générations et milieux différents.

"Il incarne la volonté de créer du lien dans notre société : des ponts entre les générations, entre les vécus, entre les milieux. Une réponse à ceux qui divisent", avait écrit sur Twitter le duo en annonçant sa candidature pour la coprésidence d'Ecolo.

Quand on lui parle de ses origines, Rajae Maouane tranche : « Aujourd'hui je me considère Belge tout en étant fière de mes racines que j'assume totalement ».

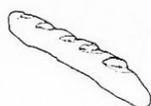
« La diversité, c'est ça la Belgique! », conclut-elle.

Source : MAP

Boulangerie Nour

Pain - Pâtisserie - Viennoiserie

Sandwich - Gâteaux orientaux
Gâteaux pour toutes occasions



1610 Ave. Dollard Lasalle
Montréal, Qc



Tél.: 514-658-1675

Maghreb Canada Express est à la Recherche de Vendeurs et de Vendeuses de Publicité

Commission allant de 15% à 25%

Et vous toucherez la commission tant et aussi longtemps que votre client affiche sa Publicité au Journal !

Écrire à : contact@elfouladi.com

Tunisie : Débats présidentiels télévisés

Une expérience inédite, une indécision totale

L'organisation de trois rounds de débats télévisés depuis le 7 septembre courant, à quelques jours seulement de l'élection présidentielle anticipée du 15 septembre, leur transmission en direct sur plus de 11 chaînes de télévision et une vingtaine de radios, leur déroulement dans une ambiance bon enfant et le fort taux d'audimat qu'ils ont rencontré ont, certes, reflété une image valorisante de la vitalité de l'expérience démocratique du pays, sans toutefois chasser le doute qui habite les Tunisiens.

Manifestement, en dépit de la tension persistante qui continue à ponctuer la campagne électorale, de l'animosité qui empreint les relations des candidats en lice qui ont utilisé tous les moyens pour discréditer leurs adversaires et mettre à l'index leur inaptitude à gérer les affaires du pays, les 24 candidats (deux candidats l'un en prison et l'autre en exil n'ont pas pris part à ce débat) qui ont pris part à cet exercice inédit ont respecté l'essentiel.

Hormis le petit incident survenu au cours du troisième round où Hamma Hammami, candidat du front populaire, n'a pas laissé l'occasion échapper pour orienter ses flèches en direction de Youssef Chahed, candidat du parti "Tahya Tounes" (qui se trouve à sa droite) qui a dû lui rendre la monnaie de sa pièce, ce grand oral s'est déroulé dans une atmosphère studieuse et décontractée.

Intitulée "La route vers Carthage : la Tunisie fait son répondre à une multitude de questions réparties sur trois axes en relation avec les missions dévolues au président de la république.

Tous les candidats auront eu un temps de parole chronométré d'un quart d'heure au cours des trois émissions, pour présenter leurs programmes et pour convaincre. Les candidats, tantôt surpris, tantôt pris au piège, ont eu à répondre à des questions tirées au sort, portant sur une diversité de sujets en relation avec les prérogatives du Président de la république à l'instar de la sécurité, des libertés publiques, de l'économie et de la politique étrangère.

Au terme de cet exercice inédit et périlleux, les performances des uns et des autres ont été diversement appréciées.

A l'exception d'une poignée de candidats, les autres intervenants ont brillé, dans leur majorité, par leur décalage et, surtout, par la pauvreté de l'argumentaire qu'ils ont eu à développer, voire même par leur incapacité à séduire et à convaincre.

Au regard du caractère imprévisible des prochaines élections, qui se caractérisent par l'existence d'une pléthore de candidats qui se télescopent par leur appartenance aux mêmes mouvances et ce nonobstant l'étiquette d'indépendants qu'ils tentent de faire prévaloir, de nombreux observateurs de la scène politique soutiennent que ces débats n'ont pas été d'un grand secours pour des Tunisiens habités par le doute et l'indécision et qui ont espéré, à travers ce grand oral, avoir des motifs pour fixer définitivement leurs choix.

Il faut avouer que les Tunisiens n'ont pas boudé cet événement. En témoignent les 3 millions de téléspectateurs qui ont suivi le premier débat du 7 septembre dernier, annonce, non une certaine fierté Hassen Zargouni, P-DG de Sigma Conseil, bureau spécialisé dans l'évaluation de l'audimat et les sondages politiques.

La chaîne publique "Wataniya 1" a vu 1.789.000 téléspectateurs suivre le débat avec une part de marché de 42,9%. Pour une première, ces chiffres montrent l'intérêt que portent les Tunisiens à ces élections jugées cruciales. Cela est d'autant plus vrai qu'avec plus de 7 millions d'inscrits pour les élections, le premier débat a touché près de 42% des personnes qui, potentiellement, devraient être au rendez-vous avec les urnes le 15 septembre prochain.

Malgré les points positifs enregistrés au niveau de la forme, sur le plan du fond, les résultats restent mitigés.

Au terme de ces trois grandes soirées de débats télévisés, l'on ne sait pas encore si les Tunisiens ont pu avoir une vision claire qui leur permet d'opter franchement pour un candidat précis ou à fortiori d'avancer un candidat super favori.

Face aux enjeux parfois difficiles à cerner du scrutin, les prestations des candidats n'ont pas donné le résultat escompté et ceux qui ont tiré leur épingle du jeu forment une minorité.

Selon les analystes, six candidats ont pu donner une bonne impression. Il s'agit respectivement de Mohamed Abbou, du courant démocratique, de Mohsen Marzouk, du parti "Machrouu Tounès", de Abir Moussi, du parti destourien libre, de Mehdi Jommaa d'"Al Badil", de Youssef Chahed de "Tahya Tounes" et dans une moindre mesure de "Abdefatteh Mourou" d'Ennahdha.

Ces derniers candidats n'ont pas eu à souffrir des approximations, leurs réponses ont été souvent précises et concises qu'il s'agisse des problématiques de la sécurité nationale, des réformes essentielles à entreprendre, des priorités de la diplomatie tunisienne, de la pro-



Crédit photo : MAP

motion des libertés et du renforcement des attributs de l'Etat civil.

Une minorité de candidats a réussi à produire des prestations justes moyennes, tout en se contentant dans des approximations et des réponses vagues.

C'est le cas notamment, selon les mêmes observateurs, de Mongi Rahoui du Front Populaire, Elyes Fakhfakh, d'"Ettaktol", Abid El Briki de "Tunisie en Avant" et Hamma Hammami de "la coalition du Front Populaire", Moncef Marzouki, d'"Al Harak", Safi Said (indépendant) et Said Aidi, de Beni Watani qui ont "versé dans un discours plutôt démagogique et creux, ne parvenant pas à séduire ni à convaincre".

Enfin, le reste du groupe formé par au moins dix candidats, a déçu suscitant parfois s'agissant notamment d'Abdelkerim Zbidi (candidat indépendant mais soutenu par de nombreux partis et ONG), pourtant considéré comme l'un des favoris, questionnements et interrogations.

Le cas de ce dernier a constitué un véritable mystère, au regard des difficultés qu'il a éprouvées en matière de communication, de l'incohérence des réponses qu'il a fournies et de sa faible réactivité.

C'est aussi le cas de Kais Said (indépendant), de Selma Elloumi, (parti

"Amal Tounes"), Hamadi Jbali, (indépendant/courant islamiste), Seif Eddine Makhoulf (indépendant/islamiste), Hatem Boulabiar (indépendant/islamiste), Neji Jalloul, indépendant, Omar Mansour, indépendant, Sghaier Ennouri, indépendant ou enfin Lotfi Mraïhi de l'union populaire républicaine.

Dans le brouillard ambiant, il faudra attendre le 15 septembre pour avoir une juste appréciation des chances des candidats en lice et espérer que les 7,8 millions d'électeurs inscrits soient présents à l'appel pour départager les candidats.

Il est à noter que le nombre de bureaux de vote s'élève à 13.834 dont 13.450 bureaux à l'intérieur du pays et 384 bureaux à l'étranger.

L'annonce des résultats préliminaires de l'élection présidentielle est prévue pour le mardi 17 septembre et ceux définitifs seront annoncés après expiration des recours, soit le lundi 21 octobre. Au cas où aucun des candidats n'obtiendrait la majorité absolue des voix (plus de 50%) lors du premier tour, un deuxième tour sera organisé dans les deux semaines suivant l'annonce des résultats définitifs du premier tour.

Source : MAP, (10 septembre, 2019)

ÉCOLE DE CONDUITE AMEL

Reconnue par la SAAQ
Instructeurs qualifiés et expérimentés
Cours jour, soir, fin de semaine.
Instruction en Français, Anglais ou Arabe

Deux succursales pour mieux vous servir!

6955, Bd Lacordère, suite 304
Saint-Léonard, (QC) H1T 2K5
Bus 32
Tél.: (514) 510-0880

3300, Bd Rosemont, suite 100
Montréal (QC) H1X 1K2
Bus : 67, 197 et 467
Tél.: (514) 729 6330



Nous louons les Voitures
(Automatiques / manuelles)
pour l'examen

Votre Publicité à Mini-prix

TARIF FIDÉLITÉ

***1/8 de page**

À partir de 39\$ (N et B)

et 49\$ (Couleur)

*Mieux qu'une carte
d'affaire !!!*

TARIF FIDÉLITÉ

***1/4 de page**

À partir de 69\$ (N et B)

et 99\$ (Couleur)

TARIF FIDÉLITÉ

***1/2 page**

À partir de 135\$ (Noir et Blanc)

et 189\$ (Couleur)

***1 page entière :**

À partir de 259\$ (Noir et Blanc)

et 359\$ (Couleur)

Pour plus d'infos ou pour une soumission :
Journal Maghreb Canada Express
Tél. : 514-576-9067
Courriel : contact@elfouladi.com

(* Pages internes avec 12 parutions minimum)



For a direct deposit:
Pay to the order of "ACIE-CONSTRUCTION"
Financial institution:
Caisse Populaire Desjardins de
Mont-Bellevue Sherbrooke

Account number: 50124.815.191141.1
ACIE is a registered charity registered under No.
89241 6363 RR0001

Prénom : _____
Nom : _____
Adresse : _____
Ville : _____
Province : _____ Code Postal : _____
Tél. : _____
Courriel : _____

Je veux contribuer de la façon suivante

Un don une seule fois :

50 \$ 100 \$ 200 \$ 500 \$
 1000 \$ 2000 \$ autre _____ \$

Un don mensuel :

10 \$ 20 \$ 50 \$ 100 \$
 200 \$ autre _____ \$

MODE DE PAIEMENT :

Chèque à l'ordre de L'ACIE
 Retrait mensuel :
(Inclure un chèque vide : SPECIMEN)
 Par carte de crédit

VISA MasterCard

Mensuel Une seule fois

Carte # _____
Expiration : mm : _____ /AA : _____

Signature _____ Date _____

مشروع المقبرة الاسلامية شيربروك لماذا مشروع المقبرة

- ارتفاع تكاليف نقل الجثمان الى البلد الأم -
- عدم توفر منطقة الاستري على مقبرة اسلامية -
- ارتفاع عدد الجالية المسلمة بالمنطقة من عام الى اخر -
- عدم قدرة العائلات الموجودة في منطقة الاستري الزيارة المتتابة لأقاربهم الموتى

المشروع

مساحة الأرض: 2793 متر مربع
الثمن: 200.000 دولار كندي
الحصيلة الاجمالية: 500 قبر

الموارد

ليسمح إنجاز مشروع المقبرة في مدينة شيربروك، ندعو كل المسلمين للمساهمة معنا في هذا العمل النبيل، والذي يعد من أعظم الصدقات الجارية

قال الله تعالى: (وَمَا أَنْفَقْتُمْ مِنْ شَيْءٍ فَهُوَ يُخْلِفُهُ وَهُوَ خَيْرُ الرَّازِقِينَ) سورة سبأ الآية 39

قال رسول الله صلى الله عليه وسلم (من غسل ميتا فكم غفر له أربعين مرة، ومن كفن ميتا كساه الله من السندس، واستبرق الجنة، ومن حفر لميت قبرا فأجنته فيه أجرى له من الأجر كأجر مسكن أسكنه إلى يوم القيامة). رواه الحاكم في المستدرک



الجمعية الثقافية الاسلامية بالاستري
Association Culturelle Islamique de l'Estrie

CIMETIÈRE MUSULMAN DE SHERBROOKE (Musulmans de l'Estrie et du Québec)

Situé sur la rue Desaulniers à Sherbrooke.
Superficie: 2793 m² (30000 pi²)
Durée utile: 100 à 120 ans (500 tombes)

La réalisation du projet est prévue pour 2019-2022

L'Association Culturelle Islamique de l'Estrie a besoin de votre appui pour financer la réalisation du Cimetière Musulman à Sherbrooke.
Cout total du projet: 200 000\$
Besoin pour 2019: 100 000\$

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

Ceux qui dépensent leurs biens dans le sentier d'Allah ressemblent à un grain d'où naissent sept épis, à cent grains l'épi. Car Allah multiplie la récompense à qui il veut et la grâce d'Allah est immense, et il est Omniscient, (Al baqarah: 261)

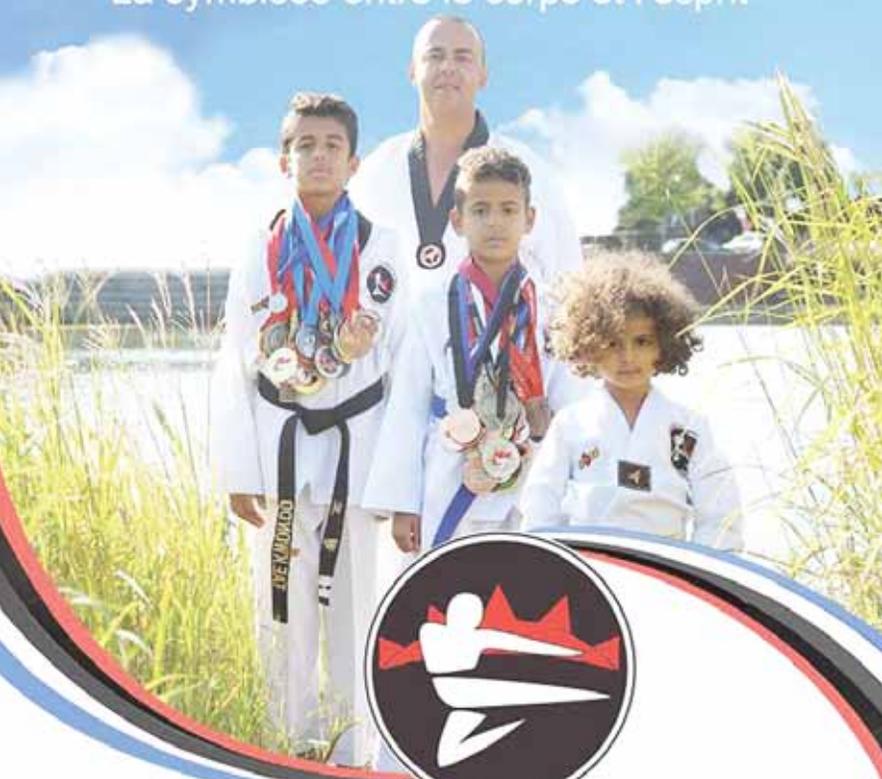
1200, rue Massé, Sherbrooke, Québec,
Canada J1H 5X2
Tél: (819) 820-1566
Courriel: contact@acie.ca
Site web: www.acie.ca

ACIE sends a tax receipt at the end of the year

Un reçu d'impôt vous sera remis

TAEKWONDO

La symbiose entre le corps et l'esprit



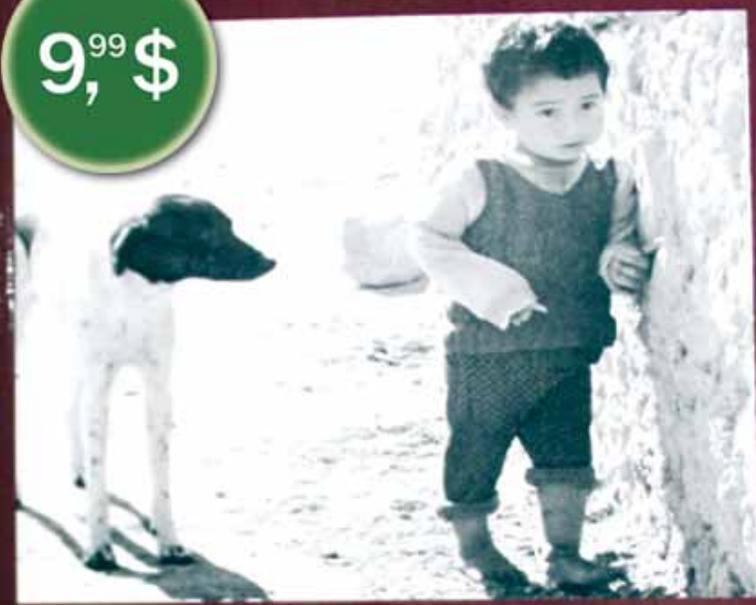

ÉCOLE DES CHAMPIONS OLYMPIQUES
www.ecotaekwondo.com

Inscriptions en cours

ADMINISTRATION CENTRALE
514 721 8173

Concept: boujnibaabderrahim@gmail.com

Info : 514-576 9067 contact@elfouladi.com



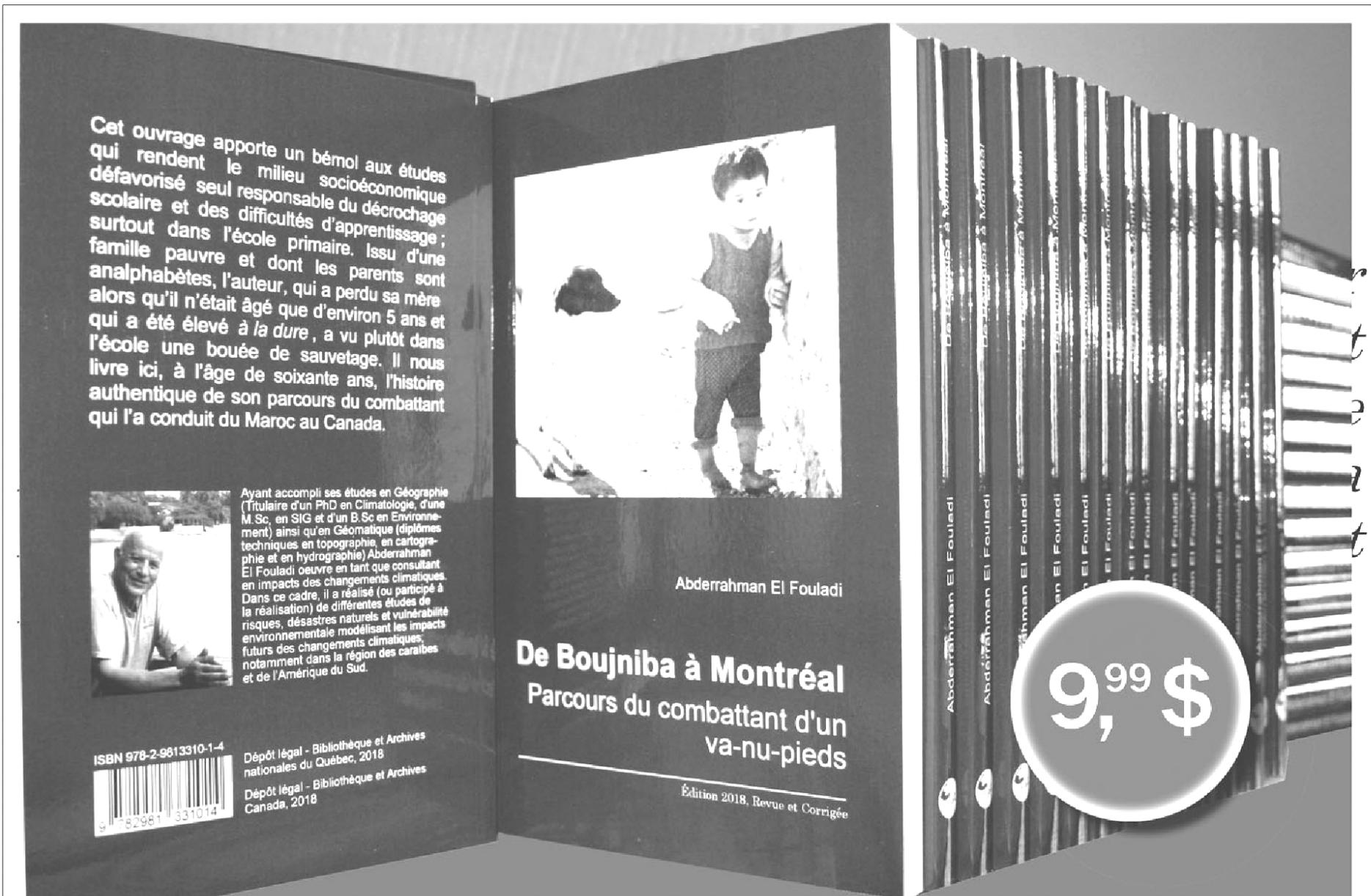
9,99 \$

Abderrahman El Fouladi

De Boujniba à Montréal

Parcours du combattant d'un va-nu-pieds

Édition 2018, Revue et Corrigée



“Un bras de fer entre un enfant et son destin”

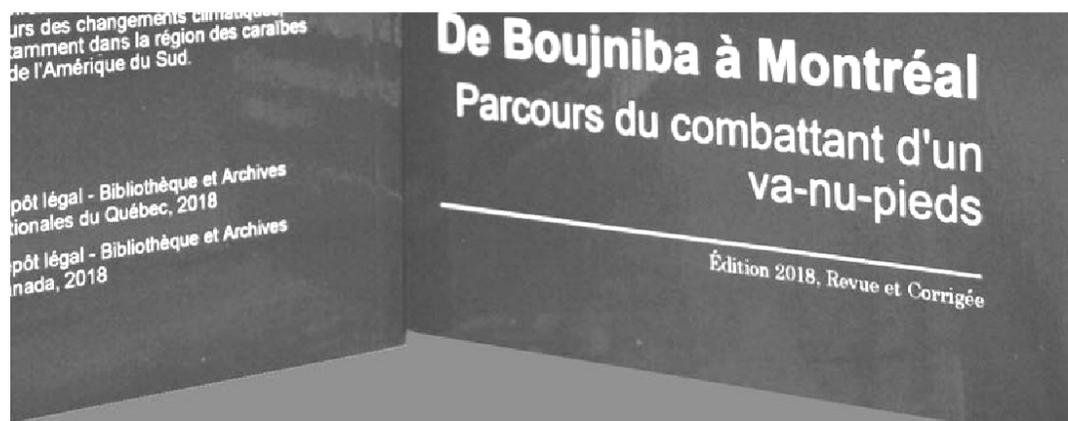
Pour commander votre copie

EN LIGNE

Chez Renaud-Bray,
www.renaud-bray.com
Référence : 13866183,
No de produit : 2618768
ISBN : 9782981331014

COPIE DÉDICACÉE

Envoyez votre paiement Interac
ainsi que votre adresse à :
contact@elfouladi.com
Des frais de livraison pourraient
s'appliquer (Tél.: +1-514-576-9067)



Économie

Le Maroc, nouvelle puissance en Afrique



Par Mustapha Bouhaddar

Le Maroc fait partie des pays où les grandes multinationales françaises aiment investir à l'image de Total qui a délocalisé ses boîtes de service à Casablanca. Il faut dire que le Maroc peut compter sur les jeunes des deux dernières générations qui sont souvent des ingénieurs très brillants. Pour pasticher les Français, on peut dire que le Maroc n'a pas le pétrole, mais il a des idées.

Dans un dossier le « Point » du 11/07/19, annoncé en couverture sous le titre : « Maroc, la nouvelle puissance », la publication note, dans un article introductif, que le Royaume qui « n'a que peu de ressources naturelles à sa disposition, à part les phosphates », s'est mis tôt à l'œuvre pour se construire de ses mains.

L'hebdomadaire évoque dans ce cadre un dernier rapport « au ton positif pour le Royaume » dans lequel le directeur général adjoint du Fonds monétaire international (FMI), Mutsuhito Furusawa, a indiqué que « le Maroc a considérablement progressé dans la réduction des vulnérabilités nationales au cours des dernières années ».

Le Maroc a pour lui l'avantage d'une histoire multiséculaire, affirme la publication sous la plume de son envoyé spécial, Luc de Barochez, qui a relevé « les bons choix politiques » faits par le Maroc. « Son pluripartisme date du début des années 1930, bien avant l'indépendance de 1956; il a perduré même dans les périodes les plus tendues », a notamment écrit le journaliste en rappelant le choix fait par le Maroc pour le camp occidental et l'économie de marché.

Le Point évoque, par ailleurs, l'adop-

tion par référendum de la Constitution de 2011 et l'avènement au gouvernement du Parti de la justice et du développement (PJD), qui s'en est suivi. S'agissant des « fragilités » dont souffre néanmoins le Maroc, l'hebdomadaire les situe notamment au niveau du poids de l'économie informelle, des systèmes publics d'éducation et de santé, des inégalités et de la fuite des cerveaux vers l'Europe et l'Amérique.

Sous le titre : « Ici se dessine le Maroc de demain », la publication traite également des grandes réalisations urbanistiques du Maroc, notant que « de Rabat à Casablanca en passant par Tanger, les grands studios d'architecture rivalisent d'audace ». Le dossier réservé au Maroc par l'hebdomadaire comporte aussi un reportage sur la formation des imams, dont l'auteur relève notamment que face aux fondamentalistes, le Royaume promeut un Islam de « juste milieu ».

Performances économiques remarquables

Le Maroc fait désormais figure de laboratoire d'une trajectoire de développement intéressante à analyser, notamment de par son positionnement euro-africain et son ambition de devenir le « hub » économique en direction du continent. Il n'y a qu'à observer la transformation structurelle de l'économie marocaine au cours des vingt dernières années.

Dans un environnement global caractérisé par un ralentissement de la croissance de l'économie mondiale ayant notamment impacté celle de l'Union européenne depuis la crise financière de 2008, l'économie marocaine a progressé en termes réels à un taux annuel moyen de 4,2% entre 2000 et 2019.

À partir de 2014, le premier produit exporté par le Royaume devient l'automobile. Plusieurs experts estiment que "le Maroc devrait même dépasser

la production automobile de l'Italie à partir de 2021, avec une capacité de mise sur le marché d'environ un million de véhicules par an".

S'agissant de l'aéronautique, la présence de Safran, ou encore Bombardier et des services délocalisés permettent au secteur de connaître une trajectoire similaire à celle de l'automobile. C'est en devenant une nouvelle puissance exportatrice industrielle que le Maroc a pu accroître considérablement ses importations.

L'entrée du Maroc dans la CEDEAO pourrait ainsi lui permettre d'augmenter son niveau de commerce avec la zone et de confirmer ses excédents commerciaux. Cela aurait pour conséquence une amélioration de sa balance des paiements.

Le renforcement de ces partenariats permettrait au pays de bénéficier de plusieurs clauses commerciales pour l'extension de son réseau industriel et de sa clientèle commerciale. L'ouverture vers l'Afrique subsaharienne permettrait aux entreprises marocaines d'avoir de nouvelles opportunités.

Le temps des grandes décisions

D'après une tribune dans « les Echos » (22/08/19) de Sébastien Laye (chercheur associé en économie à l'Institut Thomas More), « Ce n'est pas l'ambition publique qui fait défaut à l'économie du Maroc. Il suffit pour s'en convaincre d'apprécier Tanger Med, ce port (et plate-forme industrielle) récemment étendu, accueillant 8.000 entreprises et porte logistique ouverte sur l'Afrique par le détroit de Gibraltar : rares sont les pays africains qui peuvent s'enorgueillir d'une telle infrastructure.

C'est avant tout la commande publique et le tourisme qui ont alimenté un taux de croissance moyen aux alentours de 3-4 % ces dernières années : un taux certes appréciable,

mais en deçà des taux africains miraculeux qui confèreraient au Maroc le statut d'une véritable puissance économique émergente. Porte d'entrée vers l'Afrique pour les entreprises occidentales à la remarquable stabilité politique, facilité de recrutement et de talents, dynamisme des banques et de l'export vers le reste du continent, solidité des secteurs touristiques et immobiliers : les atouts de l'économie marocaine sont bien connus ; mais il convient aussi de se demander quelles en sont les faiblesses et surtout comment le Maroc peut accéder au rang de vraie puissance émergente africaine. »

Mohamed VI, vingt ans de règne

Les succès de l'économie marocaine sont indéniables, comme le traduit le recul impressionnant de la pauvreté, passée, en vingt ans, de 15 % à 4 % de la population. Le Maroc de Mohammed VI s'industrialise, se modernise et projette sa puissance vers l'Afrique de l'Ouest, devenue terre de conquête pour les entreprises du royaume.

Mais, les déséquilibres sont territoriaux - la richesse se concentre dans les villes au détriment des campagnes - et ils sont aussi éducatifs. L'école publique est souvent défaillante et les classes aisées se ruent sur le privé. Les femmes restent largement moins alphabétisées que les hommes.

Les inégalités se retrouvent aussi dans le système de santé. Les Marocains doivent payer, en soins, ce que l'État ne dépense pas pour eux. En cause, une fiscalité qui, au lieu de répartir les fruits de la croissance, les concentre sur les classes aisées. Résultat, le Maroc est 123e pays sur 188 à l'indice de développement humain calculé par les Nations unies. L'Algérie est 83e et la Tunisie 97e..



Maroc Canada Info

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info

Misogynie

La violence et les meurtres, le quotidien insupportable des femmes sud-africaines

«**E**n tant que femme vivant en Afrique du Sud, les probabilités que vous soyez abusée, violée, violentée, sont tellement élevées, que l'on vit tout le temps dans la peur. On en a toujours conscience».

C'est en ces propos poignants que Puno Selesho, une poétesse du pays de Nelson Mandela, résume la situation de la femme dans ce pays plus de deux décennies après la fin du régime de la ségrégation raciale et l'avènement de la démocratie.

Selon les récentes études internationales, le taux de meurtre de femmes en Afrique du Sud est cinq fois plus élevé que la moyenne mondiale. Les chiffres sont accablants. Des études nationales indiquent que toutes les trois heures, une femme est assassinée dans le pays. Au seul mois d'août dernier, 30 femmes ont été tuées.

La société sud-africaine semble commencer à prendre conscience de ce fléau qui s'ajoute à tant d'autres qui nuisent à l'image d'une Afrique du Sud que le monde donnait comme modèle naissant de démocratie africaine durant les premières années qui avaient suivi la fin de l'apartheid en 1994.

Le 4 septembre courant, des centaines de Sud-Africains, femmes et hommes, jeunes et moins jeunes, ont saisi l'occasion de la tenue dans la ville du Cap du Forum Économique Mondial sur l'Afrique, pour exprimer haut et fort leur condamnation des violences contre les femmes.

Les manifestants ont bloqué l'entrée au centre où se tenait le Forum dans le but de faire entendre leur messa-

ge et pousser le gouvernement dirigé depuis 1994 par le Congrès National Africain (ANC) à prendre des mesures efficaces pour mettre fin aux violences contre les femmes. De nouvelles manifestations sont prévues jeudi au Cap.

Le meurtre la semaine dernière d'une jeune étudiante de 19 ans a enflammé le débat sur un problème dans un pays déjà rongé par une criminalité incomparable.

Les chiffres officiels estiment que près de 60 personnes sont assassinées par jour en Afrique du Sud. Un chiffre qui fait de la nation arc-en-ciel un des pays les plus dangereux au monde.

Déjà sous d'énormes pressions par de meurtrières violences xénophobes ciblant les ressortissants africains notamment à Pretoria et Johannesburg, le président sud-africain Cyril Ramaphosa a fait appel, dans une série de tweets, aux citoyens pour contribuer à la lutte contre la violence faite aux femmes.

«Notre nation est en crise. Les femmes ne se sentent plus en sécurité chez-elles et dans la rue. Le viol, les abus et les agressions sexuelles sont monnaie courante, souvent commis par des proches. Cette violence nous interpelle tous», a dit Ramaphosa.

Au parlement sud-africain, le caucus multipartite chargé des questions de la femme a appelé le gouvernement à se montrer plus agressif dans la lutte contre la violence contre les femmes et les enfants, qui demeurent extrêmement vulnérables dans un pays où la violence a atteint des proportions alarmantes.

Nkhensani Kate Bilankulu, qui pré-



side le caucus, a appelé à durcir les peines contre les auteurs des violences contre les femmes.

Sur les sites sociaux, des politiciens, des activistes de la société civile et des citoyens ordinaires ont lancé une pétition, appelant à décréter la peine capitale contre les auteurs de ces crimes.

Jusqu'à présent, la pétition a été signée par presque 400.000 Sud-Africains, un chiffre qui illustre, selon les initiateurs de la pétition, la prise de conscience de l'ampleur de ce fléau dans le pays.

«Les crimes contre les femmes en Afrique du Sud sont devenus un cercle vicieux incontrôlable, où femmes et enfants sont agressés sexuellement et assassinés sans que justice soit rendue à ceux qui sont laissés pour compte. En tant que mouvement, nous devons faire entendre notre voix pour imposer la peine de mort pour les auteurs de ces crimes pour sauver ce pays», lit-on dans le texte de la pétition.

En pratique, la réaction du gouver-

nement à ces revendications est jugée timide. En mars dernier, le président Ramaphosa a signé une déclaration donnant le feu vert à la mise en place d'un conseil national sur les violences contre les femmes. Le processus est critiqué pour sa lenteur.

Le manque d'action des autorités ne fait qu'empirer le problème, estiment les experts, qui cite l'exemple du mois d'août dernier qui a connu une hausse inquiétante du nombre de femmes assassinées.

Avec un bilan pareil (30 femmes tuées), il devient urgent pour le gouvernement sud-africain de prendre des mesures pour faire face à ces violences inacceptables, indique Lisa Vetten, professeur à l'université Wits de Johannesburg.

Au-delà des campagnes de sensibilisation et des promesses politiques sans lendemain, l'Afrique du Sud a besoin de solutions radicales, souligne-t-elle.

Par Abdelghani AOUIFIA (Source : MAP, le 5 septembre 2019)



Maroc Canada Info

Édition électronique du Journal "Maghreb Canada Express" "D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca ou maroc-canada.ca ou maroc-canada.info

France

Les violences conjugales

Voilà un sujet qui mérite toute l'énergie et la concentration de nos politiques. Au lieu de ça, ils ont fait une fixation sur le port du foulard et du burkini, cette dernière décennie. Stigmatiser les musulmans de ce pays, ça rapporte des voix.

100^{ème} féminicide de 2019: un rassemblement à Paris contre les violences conjugales

Alors que les féminicides ont déjà fait plus de 100 morts depuis le début de l'année, le gouvernement a lancé, le 3 septembre, à Matignon, un "grenelle sur les violences conjugales", que les associations et proches de victimes de féminicides espèrent voir déboucher sur des mesures immédiates et des moyens accrus.

Le Premier ministre, Édouard Philippe, doit annoncer "les premières mesures d'urgence visant à renforcer la protection des victimes", ont indiqué ses services. "Des mesures supplémentaires concertées de manière collective arriveront plus tard", a ajouté son entourage.

Devant des responsables associatifs, acteurs de terrain, policiers, gendarmes, magistrats ou encore avocats, plus de 10 membres du gouvernement, dont Marlène Schiappa (Égalité femmes-hommes), Nicole Belloubet (Justice) et Christophe Castaner (Intérieur), animeront des "ateliers" sur la prévention des violences, la "mise à l'abri et l'accompagnement" des victimes, ou la "sanction" des auteurs violents. "On souhaite avoir un vrai travail interministériel mais surtout collectif avec les associations", a-t-on indiqué à Matignon.

Les premières mesures du gouvernement

Première mesure d'urgence, le gouvernement va mobiliser 5 millions d'euros pour créer, à partir du 1er janvier 2020, 1 000 nouvelles places d'hébergement et de logement d'urgence destinées aux femmes victimes de violences conjugales. Ces places, qui s'ajouteront aux quelque 5 000 existantes, se déclineront en 250 places « dans les centres d'hébergement d'urgence, pour assurer des mises en sécurité

immédiates », et 750 places de « logement temporaire », pour des périodes comprises entre 6 mois et un an, a précisé le chef du gouvernement en ouvrant le Grenelle consacré à la lutte contre les violences conjugales. Le gouvernement va également « généraliser la possibilité de porter plainte à l'hôpital » pour les victimes de violences conjugales. « Quand une femme se rend aux urgences pour coups et blessures, c'est déjà suffisamment pénible. Si elle doit retourner chez elle avant de porter plainte, elle retrouvera son conjoint qui risque de la menacer », a fait valoir le chef du gouvernement. La possibilité de porter plainte à l'hôpital sera généralisée « à partir du 25 novembre », date de la fin de ce Grenelle a-t-il précisé.

Autre annonce, des « procureurs référents spécialisés » dans les violences conjugales seront identifiés « dans les 172 tribunaux de France métropolitaine et outre-mer », et des chambres d'urgence seront expérimentées. « Nous expérimentons ces chambres d'urgence pour que les dossiers soient traités en 15 jours avec une meilleure articulation des différents acteurs judiciaires. La première expérimentation aura lieu à Créteil », a précisé le chef du gouvernement. Il a évoqué en outre une proposition de loi portée par le groupe LREM pour une mise en place effective du « bracelet électronique anti-rapprochement », y compris « avant toute condamnation » dans le cadre d'un contrôle judiciaire ou d'une ordonnance de protection.

Les associations se veulent néanmoins également « vigilantes », notamment face au risque que l'événement se résume à une « opération de communication de la part du gouvernement ». « On ne veut pas un Grenelle des fake news. [...] On souhaite que ce qui va être annoncé soit budgété, soit concrètement réalisé. L'attente est énorme. Les 100 femmes qui ont été assassinées [depuis le début de l'année] nous obligent », a souligné Anne-Cécile Mailfert.

Il faut dire qu'en France, la femme a toujours eu une place à part.

Avant, elle ne peut travailler

sans l'accord de son mari ni ouvrir de compte en banque à son nom propre. Mais le combat ne s'est pas arrêté là. Il a fallu attendre très longtemps pour qu'elle ait l'autorisation de porter un pantalon ou avoir accès à toutes les écoles hexagonales.

1907 Les femmes mariées disposent de leur salaire. Avant ça, tout revient à son mari. C'est aussi cette même année que le conseil des prud'hommes autorise les femmes à siéger.

1924 Avant cette date, il est impossible pour une femme de passer le baccalauréat. Une femme l'a pourtant fait : Julie-Victoire Daubié, en 1861 qui fut autorisée à le passer. Léon Bérard, ministre de l'Instruction publique sous Raymond Poincaré, institue le même enseignement secondaire que ce soit pour les filles ou les garçons. Tout le monde peut désormais passer le bac.

1946 Ouverture du statut de juge pour les femmes. L'une des premières sera Simone Rozès, en 1949, qui deviendra première femme président de la Cour de cassation, en 1984.

1970 Le gouvernement Chaban-Delmas apporte une autre pierre notable à la reconnaissance du statut de femme indépendante : il supprime le « chef de famille ». Le couple régit de concert le ménage dans les dépenses et les choix de vie et d'éducation. L'autorité parentale vient de naître. Pourtant, 45 ans plus tard, la pilule ne passe toujours pas.

1972 Polytechnique devient complètement mixte, tout comme HEC. La même année, huit femmes y entrent et l'une sera major de promotion : Anne Chopinet. Les autres grandes écoles se sont déjà ouvertes à la mixité : Chartres (1906), les Ponts et Chaussées (1959), les Mines (1969).

1975 La mariée a désormais droit à un peu d'intimité. Son mari ne peut plus ni lire ses lettres ni décider pour elle de ses relations. La même année, tout enseignement ou spécialité de l'enseignement supérieur est accessible pour les garçons et les filles.

Mustapha Bouhaddar

terratours.CA 
PARTEZ EN CONFIANCE

NOUS RECRUTONS

Pour un emploi à Temps Plein (35 h / semaine) :

- Bureau de Ste Catherine Montréal (département Tunisie : **Un(e) agent(e) superviseur(e) de réservation** forfaitiste (département grossiste), qualifié(e) pour la vente des vols seuls pour la clientèle Tunisienne;
- Bureau Route de l'église à Ste Foy (département Maroc) : **Un(e) agent(e) de réservation** forfaitiste (département grossiste), qualifié(e) pour ventes vols seuls pour la clientèle Marocaine .

MISSIONS

- Répondre aux demandes par téléphone et par email;
- Conseiller et vendre les circuits et forfaits de notre brochure, et à partir de notre futur site web transactionnel qui sera en ligne vers septembre 2019.
- Réaliser des cotations à la carte et les communiquer aux agences (clientèle individuelle et groupes);
- Effectuer les réservations et faire le suivi auprès des fournisseurs;
- Produire la documentation de voyage requise;
- Mettre à jour les bases de données commerciales;
- Promouvoir les produits Terratours auprès des agences de voyages;
- Informer, réserver, suivre les dossiers pour la clientèle Tunisiennes dans un cas, et Marocaine dans l'autre;
- Facturer dans notre système PC VOYAGES (un atout).

QUALITÉS REQUISES

- Un excellent français écrit et oral; Arabe parlé obligatoire (Anglais un atout);
- Une très bonne connaissance des destinations offertes (Terratours fera la formation de mise à niveau selon nos méthodes et outils informatiques de travail);
- Bonne capacité d'apprentissage;
- Intérêt pour la vente;
- Être dévoué aux clients et au service à la clientèle;
- Avoir un bon esprit d'équipe;
- Être ambitieux, responsable polyvalent et autonome;
- Être rigoureux et méthodique.

EXPÉRIENCE

- 3 années minimum en tant que forfaitiste, agent et superviseur de comptoir billetterie;
- Bonne connaissance des outils informatiques (Word, Excel, Outlook, Sabre un atout ou Amadeus);
- Très bonne connaissance de la destination Tunisie pour département Tunisie; et du Maroc (pour département Maroc);

Immigration

Les MRE, trait d'union ou simple vache à traire ?



Par Mraizika Mohammed

(Docteur en Sciences Sociales, Consultant en Ingénierie Culturelle...)



« Comparaison n'est pas raison » Certes, mais un « homme averti en vaut deux » [1].

A l'heure où des milliers de MRE se prêtent à faire revivre un nouvel épisode de cet exode annuel unique dans son genre, cette transhumance humaine, volontaire et attendue, la sagesse veut qu'ils soient vigilants et avertis : un « MRE informé en vaut plus que deux ». Conscient des pièges qui le menacent il n'en sera que plus avisé pour que ce retour estival au pays ne se transforme en cauchemar.

Se rendre au pays c'est, pour le commun des MRE, la plus belle manière de se ressourcer dans un milieu familial et culturel maîtrisé et plus clément. Ce besoin est vital au regard du contexte de crise économique que vivent les pays d'accueil, de la stigmatisation ambiante de l'islam et de la montée du populisme et de l'extrémisme qui prospèrent électoralement sur le terreau de la haine de l'Autre, parce qu'il est culturellement différent, parce qu'il est Etranger. De Trump l'américain, qui rêve d'interdire l'entrée aux Etats Unis à « toutes les personnes de confession musulmane » à Nigel Farage l'anglais qui a construit sa campagne pour le Brexit sur le thème de la lutte contre l'immigration, en passant par Geert Wilders le hollandais et le Pen la française, ce n'est que stigmatisation, haine, hostilité de l'Autre.

Investir dans son pays d'origine, s'y assurer un toit pour finir ses vieux jours, créer, entreprendre et innover pour contribuer à sa prospérité, quoi de plus légitime. Les MRE ont bien assimilé ces enjeux et ce rôle économique et social et nul besoin de tambours ou autres artifices officiels pour ravi-

ver leur volonté de rester arrimer au pays contre vents et marées. C'est d'un attachement viscéral dont il s'agit.

Les MRE, ce sont des Hamzat Wasl (trait d'union), des transmetteurs fidèles de la culture et des valeurs culturelles nationales. Ce sont des défenseurs acharnés des intérêts et causes suprêmes de leur pays et des acteurs clés de son développement économique et humain. Ils sont porteurs de projets innovants et créateurs d'emploi et de richesse. Leurs transferts de devises (19,4 milliards de dirhams début 2016) font vivre plus de deux millions de personnes. Ces transferts ont compensé cette année la faiblesse de la croissance nationale (autour de 2%), impactée par une année agricole difficile et une activité touristique marquée par la baisse (arrivées et nuitées).

Ce qui est écœurant et révoltant, c'est de voir ce retour au pays se transformer pour des centaines d'entre eux en cauchemar. De voir leurs affaires contrariées et leurs biens spoliés.

Ce qui est affligeant, c'est de constater que des chasseurs de « Hamza MRE », à l'origine de drames humains et de deuils de dizaines de familles, ne soient pas inquiétés outre mesure. Ce qui est fort de café, c'est de voir l'inertie des différentes autorités chargées des Affaires MRE face à ce phénomène de spoliation qui semble non seulement généralisé mais bien enraciné.

Et pourtant, ce phénomène donne une image peu réjouissante du pays. Il a un impact négatif certain sur les jeunes générations peu enclines à comprendre ce qui arrive à leurs aînés et à admettre ce qu'ils subissent comme humiliations. Il fait craindre le pire aux promoteurs étrangers et plombe sévèrement les investissements.

A bon entendeur...

Les MRE qui ont investi, jusqu'au dernier pécule, dans un projet de vie et se sont vus spoliés, « pigeonnés », réclament justice. Ils se demandent aujourd'hui, jusqu'à quand ces rapaces, ces « arnaqueurs » qui ont fait de la spoliation de biens MRE une spécialité, resteront impunis.

Jusqu'à quand la justice du pays va-t-elle tergiverser et laisser les cris de détresse de familles MRE sans réponses et des centaines de dossiers errer dans les couloirs des tribunaux ?

C'est aussi simple que cela. Ne rien faire, ne pas agir fermement et rapidement, c'est cautionner des pratiques frauduleuses qui ont endeillé des fa-

milles MRE et ruiné beaucoup d'autres.

Jouer la montre ou le pourrissement de la situation, c'est donner quitus à ces grands arnaqueurs sous le ciel de Casablanca et d'ailleurs, et aux victimes le sentiment que les dés sont jetés.

Le nombre de MRE dépossédés de leurs biens est en effet effrayant. Ceux qui en sont les victimes ne savent plus à quel saint se vouer. Ceux d'entre ces gens « arnaqués » qui ont saisi le président français François Hollande, l'ont fait en désespoir de cause. Leur appel à SM le Roi est empreint de sollicitude et d'espoir, mais aussi d'un signe de défiance à l'égard d'une justice qui semble en manque d'efficacité et de fermeté dans cette affaire de spoliation caractérisée.

Ceux qui, année après année, sou après sou, dans la gêne, la privation et l'éloignement, ont économisé et transféré au pays le fruit de leur dur labeur, mais qui furent lâchement spoliés de leurs biens, savent désormais à quel type d'acabit ils ont à faire. A l'avenir, eux-mêmes et leurs enfants réfléchiront cent fois avant de se diriger vers une banque pour contracter un prêt immobilier ou un bureau de poste pour accomplir ce qu'ils ont toujours considéré comme un devoir.

Pour que les MRE demeurent cette Hamzat wasl, au sens de trait d'union, de lien et de liaison, qui fait tant de bien au pays, ils ont besoin de reconnaissance, de plus de considération et surtout de justice et de sécurité pour leurs affaires et leurs biens.

Il serait donc plus judicieux de dissiper les malentendus et corriger les défaillances. De valoriser leur participation au processus politique et leur assurer une représentation juste et effective dans les instances de représentation et de bonne gouvernance dans le respect de la constitution de 2011. De privilégier et de promouvoir dans le pays, à l'aide d'initiatives fortes et de projets culturels et culturels concrets, la vision et l'image d'une « diaspora marocaine » dynamique, riche en compétences, levier de développement et de croissance.

Il fut un temps où le MRE était envisagé comme un « acteur à distance ». Il s'est vu reconnaître le statut de citoyen « potentiel » pouvant voter par procuration à l'occasion d'élections législatives nationales. Il s'est même trouvé objet de débat et de propositions de loi au sujet de sa représentation institutionnelle, notamment au

Parlement. Tout cela le MRE l'a encaissé. Mais, l'envisager, le penser comme une « Hamza-pigeon » et l'arnaquer impunément, c'est pousser l'humiliation et la « Hogra » à leur comble.

Note : [1]. Dictionnaire de l'Académie française (1762) : « Un homme est bien plus fort quand il a pris ses précautions. Quand vous êtes conscient d'un danger ou autre, il est plus aisé de l'éviter ».

Avertissement : Cet article fut publié pour la première fois le 30 juin 2016, sous le titre "Les MRE, Hamzat Wasl ou Hamza tout court ?" Nous le republions dans cette édition à la demande de son auteur qui estime qu'il est aujourd'hui d'actualité plus que jamais.

Facebookies

L'indépendance ? La fierté "d'offrir" sa richesse au colonisateur au lieu de le laisser se culpabiliser en la volant .

Xénophobie: L'inconfort d'être coincé entre ceux qui passent à l'action et ceux qui prétendent que les victimes font dans la victimisation.

Algérie- Maroc- Polisario; À qui profite la Confrontation ? Le temps est aux vraies réponses car le statu quo n'est plus une option

Faire pipi sur les racines de son arbre généalogique n'a jamais fait grandir AUCUN "chien" !

L'avez-vous remarqué? Les femmes ne sont jamais les auteures de fusillades dégénérant en tueries de masse !

Vient de paraître

Rachida M'Faddel

Ensemble malgré tout



En bref...

Dans Ensemble, malgré tout, Rachida M'Faddel met en scène Sarah Abitbole, une jeune femme juive, pétillante et extravertie, et Zakaria Benhamou, un jeune homme musulman, gauche et facétieux. Dans ce méli-mélo d'amour et d'humour, les stratégies et les réparties des personnages créent un véritable capharnaüm.

Sarah, 38 ans, et Zakaria, 40 ans vivent encore chez leurs parents.

Célibataires, tous les deux, ils clavardent sur les sites de rencontres, dans le monde irréel du virtuel, à la recherche de la perle rare. Au détour d'un clic, Zak tombe sous le charme de Sarah à la verve facile et Sarah est sensible au charme de Zak. Tout au long du roman, on découvrira en même temps que nos héros la face cachée d'Internet et ses pièges.

Les internautes se cherchent, se trouvent, se parlent, se rencontrent, et parfois cela fait des étincelles ! L'âme sœur est-elle au bout du fil ?

Extrait

"Rachel prend Sarah par les épaules et se met à la secouer.

– Alors, il faudrait penser à te réveiller, car le train est déjà parti depuis longtemps... Et sans toi. Tu snobes tous les gars que tu rencontres. Madame attend le prince charmant... Si tu ne te prends pas en main, tu risques d'attendre encore longtemps ! Pire, avant le temps de le dire, tu risques de te faire passer la bague au doigt par l'enfant prodige. Trouve-toi vite quelqu'un ! Ta moitié t'attend sûrement quelque part... Chacun a sa moitié... Ne perds pas espoir..."


L'Harmattan
Au carrefour des cultures

Rachida M'Faddel

L'Étrangère



En bref...

Assia, une jeune Française anéantie par la vague de xénophobie qui envahit la France, se résigne à s'expatrier au Maroc et à épouser un inconnu choisi par ses parents. Perçue comme une étrangère dans son nouveau pays, elle rencontrera des difficultés à s'y intégrer. Son mari l'entraînera dans les méandres d'un chassé-croisé familial trouble et lui fera découvrir une facette du Maroc fort différente de celle de ses vacances d'été. Vivant dans le tumulte et les tourments d'une entité dispersée, spoliée de toute authenticité, Assia parviendra-t-elle à se faire accepter dans son nouvel espace de vie ?

Extrait

Abdallah, talonné par Fatima, avait entamé une procédure de regroupement familial. Les papiers en règle, il les avait enfin fait venir. C'était en hiver de l'année 1964, un an avant la naissance d'Assia. Une photographie prise ce même jour trône encore sur le buffet de la salle à manger. Sur ce cliché, en noir et blanc, la famille était presque au complet. Au premier plan, les enfants, Mohamed, surnommé Momo, Saïd et Nadia souriaient en fixant l'objectif. Ils posaient dignement, le menton haut. Un peu en retrait, Fatima se tenait raide dans une large djellaba noire qui lui traînait jusqu'aux babouches. Les cheveux emprisonnés dans un foulard, elle gardait les yeux baissés.

Abdallah avait immortalisé ce moment devant leur nouvelle demeure à Maintenon. La neige recouvrait le sol, le soleil brillait, auréolant cet instantané de sa magie, et très vite une nouvelle vie avait commencé...

 Lettres
du monde
Arabe

 L'Harmattan

Fédération ●●●
Québécoise de Tir

PRATIQUEZ LE SPORT DU TIR À LA CIBLE

Cours canadien de sécurité dans le maniement des armes
à feu à autorisation restreinte



Coût : 170,00\$
matériel inclus

**POUR LE LOISIR OU POUR LES EMPLOIS
QUI EXIGENT LE PORT D'ARME.**

Tél. : 514 252-3056
Sans frais : 1 888 514-7847
www.fqtir.qc.ca



Aimez notre page Facebook!